L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT

PAR SULLITT, MAGNE & Cie.,
No. 81, rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN, excepté les Dimanches, Lundis et Jours de Fêtes légales. Prix : Trente cents par semaine, $10 [illegible] payable d'avance.

CANDIDATS WHIGS
CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.
POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS.
WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO
POUR VICE PRESIDENT DES ETATS UNIS
JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

NOUVELLE-ORLEANS :
MARDI MATIN, 25 FEVRIER 1840.

La faveur qui accueille dans toutes les parties de l'Union la candidature du général HARRISON, commence à exciter quelques alarmes chez les principaux organes du pouvoir. Le *Richmond Enquirer*, ce fier émule du *Globe* et du *Nouv-Era*, avait, à l'annonce de cette candidature, poussé des cris de joie. "Ce choix, disait-il, était la perte de la cause whig; on ne pouvait sérieusement songer à voter pour Harrison; il n'y aurait donc point pour la présidence de lutte en Virginie, et le triomphe de Locofocoisme y était assuré." Depuis, le langage de ce journal a bien changé : il n'a pas pu se dissimuler quels immenses progrès avait faits la candidature du général Harrison; il vit que chaque jour lui donne de nouvelles chances, et que, en Virginie même, le succès du parti de l'administration devient de jour en jour plus douteux : aussi vient-il d'adresser un pathétique appel aux Locofocos de l'*Old Dominion* pour les exciter à agir vigoureusement contre notre candidat. Malheureusement il aura beau dire et beau faire, tous les efforts de son parti ne suffiront pas à enlever au général Harrison la majorité de suffrages en Virginie.

DE L'ABOLITIONISME.

Un des faits remarquables de notre époque, c'est que le parti d'abolitionnisme n'existait rapidement aux Etats-Unis. En vain l'Ancien Monde s'attache-t-il à glorifier les idées d'égalité absolue des races, la honte populaire les repousse de plus en plus parmi nous; et sur cette question nous croyons que notre opinion est déjà prévalue parce que nous avons beaucoup plus de discussions que les philanthropes Européens, et que chez nous les faits doivent nécessairement modifier les doctrines spéculatives de la théorie. Chaque jour des hommes de bien, n'ayant aucun intérêt personnel dans la question, abjurent leurs anciennes opinions abolitionistes à mesure qu'ils sont éclairés par l'expérience.

D'ailleurs l'esclavage est consacré virtuellement par la constitution des Etats-Unis, et nul ne peut l'attaquer sans attaquer aussi notre pacte social. Or ces vérités doivent bien vite devenir populaires au sein d'une nation où le respect des lois est un dogme sacré.

Nous croyons donc que cette question de l'Abolitionisme n'est venue agiter que pour favoriser les intérêts politiques d'un parti qui ne tarde devant aucun moyen pour arriver à ses fins.

Quels sont en effet les hommes qui se plaignent déjà de nos sur l'Abolitionisme? Les partisans de l'administration. Les journaux Vanocrates du Sud accusent invariablement leurs adversaires d'abolitionisme pendant que les journaux Vanocrates du Nords sont presque tous dévoués aux fanatiques partisans de l'abolition.

La tactique des partisans de l'administration consiste évidemment à exciter la méfiance des populations du Sud contre les candidats de l'opposition et à rassurer en même temps les votes des abolitionistes du Nord. Suivant les lieux ils crient tour à tour "Vive le roi, vive la ligue!"

Pour acquérir la preuve que ce que nous avançons n'est que l'exacte vérité, il suffit de comparer leurs journaux du Sud avec leurs journaux du Nord et les discours de leurs orateurs du Sud avec les discours de leurs orateurs du Nord.

Il est bon aussi de remarquer le soin que prennent les candidats démocrates à ce que pas se connaître par une profession de foi explicite. Qui pourrait dire, par exemple, quelle est l'opinion de Van Buren sur cette question de l'abolitionisme d'après sa longue profession de foi sur cette matière ? Après l'avoir lue attentivement, chacun se dira assurément : je ne sais ce qu'il a voulu dire, j'ignore quelle est son opinion. C'est qu'il s'est efforcé d'être clair et l'on sait que le chaos ne lui est pas difficile. A lui ; il s'est efforcé d'être insaisissable, incompréhensible, et on lui doit cette justice qu'il a parfaitement atteint son but. Par ce moyen il espère obtenir à la fois les suffrages des anti-abolitionistes du Sud et ceux des abolitionistes du Nord. En cela sans doute il se trompe, ainsi que l'avenir le fera voir; car les habitans du Sud ne donneront point leur suffrage au législateur abolitioniste de 1821, à celui qui a voulu faire donner les droits électoraux aux nègres dans de New-York.

C'est au bon sens de nos populations du Sud à déjouer les projets machiavéliques des partisans de l'Administration et à faire justice de cette politique astucieuse de M. Van Buren.

On ne doit pas perdre de vue qu'à l'abolitionisme tombe dans le discrédit, c'est aux efforts de Henry Clay et de Wm. H. Harrison que nous devons ce important résultat.

AMENDEMENTS A LA CONSTITUTION.

M. Underwood, de Kentucky, a présenté à la Chambre des Représentans au Congrès une proposition tendant à introduire certains amendemens dans la constitution des Etats-Unis. Ces amendemens ont rapport à l'élection du Président et à la nomination du Secrétaire de la Trésorerie et du Directeur général des postes; voici en substance ce qu'ils portent: "Le Président sera élu pour quatre ans et ne pourra être réélu pour le terme qui suivra immédiatement. Les Sénateurs d'Etat devront à l'avenir, avant le 4 mars, choisir, au nom de leur Etat respectif, un candidat pour l'office de Président et un pour celui de Vice-Président; ces choix seront transmis au Président des Etats-Unis qui les proclamera. La quatrième [illegible] et les jours suivans, le peuple s'assemblera pour élire l'un des candidats désignés; le résultat de votes dans chaque Etat sera adressé au Congrès, et le Congrès, après avoir compté les votes, déclarera dûment élu celui qui aura réuni la majorité absolue. Si aucun candidat n'a réuni cette majorité, le Congrès procédera lui même à l'élection du président; chaque sénateur et chaque représentant aura droit à une voix." "La nomination du Secrétaire de la Trésorerie et du directeur général des postes sera à l'avenir entre les mains du Congrès qui y pourvoira par un vote ou nul. Tous les officiers subalternes seront choisis par les chefs de ces deux départemens et confirmés par le Sénat."

Ces amendemens sont, comme on le voit, une grande portée politique. Le dernier qui concerne les chefs de la trésorerie et du *Post-office*, aura dans tous les cas un excellent résultat : celui d'enlever au président le contrôle de ces deux importans départemens et de l'empêcher de s'en servir comme moyens d'élection. De récentes expériences nous ont trop prouvé l'abus qu'on en pouvait faire! La discussion sur ces points ne tardera sans doute pas à s'engager.

Il y a quelques jours, M. Jones président du comité des voies et moyens au Congrès, a demandé la suspension des règles de la Chambre pour passer [illegible] en considération et adopter un Bill pour le service des pensions en 1840. Plusieurs membres ont prié M. Jones de leur expliquer comment l'appropriation faite dans la dernière session et qui pourvoyait au service de cette année, se trouvait déjà épuisée. M. Garland, de la Louisiane, a lu un document qui prouve que les agents des pensions ont en main un *million quatre cent mille dollars*, et demandé si le bill proposé n'avait pas pour but de mettre à la disposition des partisans du pouvoir de fortes sommes qui seraient employées à des usages politiques en peut être partiellement. Il faut en venir que l'administration ait pour but d'avoir pudeur pour opérer ainsi sur l'intérêt qui s'attache aux *vieux soldats* qui ont défendu notre pays sur la bonne de bataille ! Que le Général Harrison soit élu Président; et de pareilles tentatives n'auront jamais lieu, les vétérans auront largement ce qu'il leur faut.

BANQUERE MANHATTAN (New York.)

Cet établissement locofoco, qui vient d'être signalé au monde financier par l'extravagance de ses opérations et de son favoritisme se trouvera probablement obligé de liquider par suite des pertes qui en sont la suite.

D'après le *Courrier & Enquirer* : la Banque avait prêté une somme d'environ $1,300,000 à cinq personnes dont 900,000 par simple signature.

RESPONSABILITE DES OFFICIERS DES STEAMERS.

Au rapport du *Cincinnati Republican*, il vient d'être rendu un jugement qu'il est bon de faire connaître :

Il y a quelque temps le steamer Danube avait sheerdé violemment et coulé le steamer McFarland. Le capitaine du McFarland a actionné les propriétaires du Danube en dommages intérêts et la cause a été jugée devant la Cour de Cincinnati. Le jury a accordé au plaignant la somme de $14,000; savoir : les propriétaires à $10,000 et le pilote à $4,000. Ce jugement est considérable, comme on le voit, la responsabilité personnelle du pilote qui, par négligence ou à dessein, par légèreté ou ignorance, a laissé le bateau qu'il dirige, se heurter contre un autre.

Une pareille jurisprudence aura l'effet salutaire de rendre plus rares les accidents de ce genre.

THEATRE D'ORLEANS.

Ce soir la bénéficier de Perrin : "Au rendez-vous soyons fidèles." Que *Richard Cœur de Lion* soit plus heureux au théâtre que dans sa prison, et que *Blondel* monte toujours à cheval : "O Richard ! ô mon roi ! l'univers t'abandonne."

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

24 Février 1840.

M. Kennedy présente une résolution qui enjoint au comité, chargé de l'enquête du désastre des Banques, de s'apporter un bill pour élever l'époque de la reprise des payemens en espèces. La résolution subit un premier et un second vote, et le comité a été autorisé à procéder à la seconde après lecture ; en pendant, la règle, cette question n'est pas adoptée.

Une pétition signée par les habitans des Arcs-voiles, demande la création d'un nouveau district dans le nord de l'Etat de New-York, qui aurait pour nom de Fairfield, prise sur les paroisses du Jefferson, de Pointe-Oswegie et autres environnans. Cette pétition est renvoyée à un comité spécial de cinq membres.

Une motion, à l'ordre du jour pour ajourner la Chambre, la spécial heure du matin, donne lieu à une discussion ; cette motion est rejetée, et l'ajournement fixé au 10 Mars. D'autres amendemens proposent de faire disparaître l'ajournement à quatre heures, de nommer des Banques, à partir de cette époque, des membres du Sénat, et de M. Leverett, ont été déposés sur le bureau, sujets à l'appel de la Chambre.

La résolution adoptée par le Sénat, qui donne un comité chargé de l'examen de différentes [illegible]

OFFICIEL.

GOUVERNEUR DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Seconde Section—Quatrième Arrondissement.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.
Jeudi, 27 Février 1840.

La Chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

Sur motion, plusieurs pétitions encouragent la création d'un nouveau district.

Sur motion, adoptée, la Chambre s'est organisée en comité général pour recevoir le message du Président.

Sur motion, ordonné que trois mille exemplaires du message soient imprimés.

Sur motion, la Chambre s'est formée en comité général pour considérer le message du Président.

Sur motion, ordonné que le message soit renvoyé au comité des voies et moyens